

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES (FCS)**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**(CCAP)**

Pouvoir Adjudicateur en charge de la passation :  
Centre Hospitalier d'Avignon  
305 Rue Raoul Follereau  
84902 Avignon cedex 9

Service acheteur chargé de l'exécution du marché :  
Direction des Achats et de la Logistique (DAL)

**Objet du marché :**

---

**Collecte, transport et traitement  
des déchets d'activités économiques  
du Groupement Hospitalier de Territoire du Vaucluse**

---

La forme du marché est la suivante :

Accord-cadre (article L2125-1-1° du Code de la Commande Publique)

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

<b>Article 1</b>	<b>Dispositions générales</b>	<b>4</b>
1.1	Présentation du Groupement Hospitalier de Territoire de Vaucluse (GHT 84)	4
1.2	Intervenants et parties contractantes	5
1.3	Compétences des établissements du GHT 84	6
1.4	Sous-traitance	7
<b>Article 2</b>	<b>Objet du marché</b>	<b>7</b>
<b>Article 3</b>	<b>Décomposition, durée et forme du marché</b>	<b>8</b>
3.1	Décomposition en lots	8
3.2	Durée et modalités de reconduction	9
3.3	Forme du marché	9
3.4	Caractéristiques de l'accord-cadre	9
3.4.1	<i>Nombre de Titulaires</i>	9
3.4.2	<i>Limites contractuelles (minimum et maximum)</i>	9
3.4.3	<i>Modalités d'exécution de l'accord-cadre (bon de commande et marché subséquent)</i>	10
3.5	Décomposition en tranches	11
<b>Article 4</b>	<b>Documents contractuels</b>	<b>11</b>
<b>Article 5</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>12</b>
5.1	Collectes récurrentes / planifiées	12
5.2	Collectes ponctuelles / à la demande	12
<b>Article 6</b>	<b>Conditions d'exécution des prestations</b>	<b>13</b>
6.1	Emballage	13
6.2	Transport	13
6.3	Exigences logistiques de livraison	13
6.4	Documents à fournir	13
6.5	Développement durable	14
<b>Article 7</b>	<b>Opérations de vérifications - décisions après vérifications</b>	<b>14</b>
7.1	Vérifications quantitatives	14
7.2	Vérifications qualitatives	14
7.3	Admission	14
<b>Article 8</b>	<b>Garantie</b>	<b>14</b>
<b>Article 9</b>	<b>Prix</b>	<b>14</b>
9.1	Contenu des prix	14
9.2	Modalités de variation des prix	15
9.2.1	<i>Prix unitaires</i>	15
9.2.2	<i>Rachat des matières valorisables</i>	16
<b>Article 10</b>	<b>Acomptes et paiements partiels définitifs</b>	<b>16</b>
<b>Article 11</b>	<b>Paiement - établissement de la facture</b>	<b>16</b>
11.1	Mode de règlement	16
11.2	Répartition des paiements	16
11.3	Présentation et transmission des factures	16
11.4	Intérêts moratoires	17

<b>Article 12</b>	<b>Avance .....</b>	<b>17</b>
12.1	Montant de l'avance .....	17
12.2	Remboursement de l'avance.....	17
<b>Article 13</b>	<b>Obligations du Titulaire.....</b>	<b>17</b>
13.1	Respect des obligations en matière de travail .....	17
13.2	Assurance.....	18
13.3	Informations techniques et conseils .....	18
13.4	Discrétion, confidentialité et protection des données à caractère personnel.....	18
<b>Article 14</b>	<b>Exécution par défaut .....</b>	<b>19</b>
14.1	Défaillance ponctuelle du Titulaire .....	19
14.1.1	<i>Proposition d'un produit / d'une prestation de substitution par le Titulaire .....</i>	<i>19</i>
14.1.2	<i>Exécution de la prestation par un tiers aux frais et risques du Titulaire .....</i>	<i>19</i>
14.2	Défaillance définitive.....	19
<b>Article 15</b>	<b>Pénalités .....</b>	<b>19</b>
15.1	Pénalités de retard .....	19
15.2	Pénalités pour indisponibilité dans les marchés de maintenance.....	20
<b>Article 16</b>	<b>Modifications en cours d'exécution du marché et marché de prestations similaires</b>	<b>20</b>
16.1	Intégration d'un nouvel établissement.....	21
16.2	Modification de la nature des déchets collectés et traités.....	21
16.3	Changement de Titulaire .....	21
16.4	Modification de prestations.....	22
16.5	Evolution de la réglementation .....	23
16.6	Marché de prestations similaires.....	23
<b>Article 17</b>	<b>Résiliation.....</b>	<b>23</b>
17.1	Motifs de résiliation.....	23
17.1.1	<i>Résiliation à l'initiative du Centre Hospitalier d'Avignon .....</i>	<i>23</i>
17.1.2	<i>Résiliation demandée par le Titulaire.....</i>	<i>23</i>
17.2	Indemnité de résiliation .....	24
<b>Article 18</b>	<b>Événement imprévisible survenu en cours d'exécution .....</b>	<b>24</b>
18.1	Obligation d'information.....	24
18.2	Modalité de poursuite du marché .....	24
18.3	Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché .....	24
<b>Article 19</b>	<b>Dispositions applicables en cas de Titulaire étranger.....</b>	<b>25</b>
<b>Article 20</b>	<b>Attribution de compétence .....</b>	<b>25</b>
<b>Article 21</b>	<b>Dérogations aux documents généraux .....</b>	<b>25</b>

## **Article 1 Dispositions générales**

### **1.1 Présentation du Groupement Hospitalier de Territoire de Vaucluse (GHT 84)**

Le Groupement Hospitalier de Territoire de Vaucluse (GHT 84), dont le Centre Hospitalier d'Avignon est l'établissement support, est constitué depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016, en application de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de « modernisation de notre système de santé et relatif aux groupements hospitaliers de territoire ».

Le GHT a pour objet de créer les conditions d'élaboration et de mise en œuvre d'une stratégie de prise en charge partagée et graduée des patients, dans le but d'assurer une égalité d'accès aux soins sécurisés et de qualité dans une logique de continuité du parcours de santé.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la mutualisation de la fonction achat est mise en œuvre au sein du Groupement Hospitalier de Territoire de Vaucluse.

Les **établissements parties** au Groupement Hospitalier de Territoire de Vaucluse sont les suivants :

1. Centre Hospitalier du Pays d'Apt
2. Centre Hospitalier d'Avignon
3. Centre Hospitalier de Carpentras
4. Centre Hospitalier Intercommunal de Cavaillon-Lauris
5. Centre Hospitalier de Gordes
6. Centre Hospitalier de l'Isle-sur-la-Sorgue
7. Centre Hospitalier Spécialisé de Montfavet
8. Centre Hospitalier d'Orange
9. Centre Hospitalier de Sault
10. Centre Hospitalier de Vaison-la-Romaine
11. Centre Hospitalier de Valréas
12. EHPAD de Bollène « Les allées de Chabrières »
13. EPHAD « Jehan Rippert » de Saint-Saturnin-les-Apt

## 1.2 Intervenants et parties contractantes

L'**Acheteur** / le **Pouvoir Adjudicateur** agissant pour le compte des établissements du GHT de Vaucluse cités ci-après est :

**Le Directeur du Centre Hospitalier d'Avignon** ou son représentant  
305 rue Raoul Follereau  
84902 AVIGNON CEDEX 9

Les **établissements Parties bénéficiaires** du(des) marché(s) sont les suivants :

- ☒ Centre Hospitalier du Pays d'Apt
- ☒ Centre Hospitalier d'Avignon
- ☒ Centre Hospitalier de Carpentras
- ☒ Centre Hospitalier Intercommunal de Cavaillon-Lauris
- ☒ Centre Hospitalier de Gordes
- ☒ Centre Hospitalier de l'Isle sur la Sorgue
- ☒ Centre Hospitalier Spécialisé de Montfavet
- ☒ Centre Hospitalier d'Orange
- ☒ Centre Hospitalier de Sault
- ☒ Centre Hospitalier de Vaison La Romaine
- ☒ Centre Hospitalier de Valréas
- ☒ EHPAD de Bollène « Les allées de Chabrières »
- ☒ EHPAD « Jehan Rippert » de Saint-Saturnin-les-Apt

Ils sont cités dans les documents contractuels en tant que « l'établissement ».

Le **service acheteur** en charge du suivi général de l'exécution du marché :

**Direction des Achats et de la Logistique**  
**CH d'Avignon**  
305 rue Raoul Follereau  
84902 AVIGNON CEDEX 9

Le **Titulaire** au sens de l'article 2 du CCAG est la société contractante désignée dans l'acte d'engagement, ci-après « le Titulaire » ou « le prestataire ».

### 1.3 Compétences des établissements du GHT 84

		Etablissement compétent	
	Tâches	Etablissement Support (ES)	Etablissements Parties (EP)
Exécution du marché			
1	Emission des bons de commande / ordre de service		X
2	Notification d'un marché subséquent	X	
3	Affermissement d'une tranche optionnelle	X	
4	Vérification et admission des prestations		X
5	Paiement des prestations		X
6	Gestion des litiges courants		X
7	Reconduction de marché	X	
8	Modification du marché (de type avenant)	X	
9	Suivi des engagements (ex : maxi)		X
10	Application des sanctions prévues au marché (pénalités de retard...)		X
11	Résiliation du marché	X	
12	Gestion des demandes de cession, nantissement de créance liées au marché	X	
13	Gestion de la sous-traitance	X	

## 1.4 Sous-traitance

Le Titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de prestations du marché public dans les conditions fixées par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, des articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la Commande Publique et de l'article 3.6 du CCAG.

Celui-ci peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu du Centre Hospitalier d'Avignon l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC, selon les modalités détaillées ci-après.

Lorsque le Titulaire souhaite sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché, celui-ci doit faire parvenir à la cellule des marchés du Centre Hospitalier d'Avignon (dont les coordonnées postales figurent en page de garde du présent CCAP) une déclaration de sous-traitance complétée et signée en original par le Titulaire et le sous-traitant.

Cette déclaration doit prendre la forme d'un formulaire DC4 ou équivalent, accessible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas d'erreur de destinataire ou de dossier incomplet (case non cochée, document non signé, documents relatifs au sous-traitant absents...), seule la date réelle de réception du dossier complet à la cellule des marchés est prise en compte.

Toute sous-traitance occulte peut être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute du Titulaire (Article 41 du CCAG).

## **Article 2    *Objet du marché***

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations ci-dessous désignées :

### **Collecte, transport et traitement des déchets d'activités économiques du Groupement Hospitalier de Territoire du Vaucluse**

Les dispositions techniques figurent au CCTP.

## Article 3 Décomposition, durée et forme du marché

### 3.1 Décomposition en lots

Le marché porte sur des prestations réparties en 4 lots :

**Lot 1 - Déchets ménagers assimilés et déchets résiduels**

**Lot 2 - Biodéchets**

**Lot 3 - Déchets recyclables**

**Lot 4 - Déchets spéciaux dangereux**

Etablissement concerné	Lot 1	Lot 2	Lot 3	Lot 4
CH Apt	NC	OUI	NC	NC
CH Avignon	OUI	OUI	OUI	OUI
CH Carpentras	OUI	OUI	OUI	OUI
CHI Cavaillon-Lauris	OUI	OUI	OUI	OUI
CH Gordes	OUI	OUI	OUI	NC
CH Isles-sur-Sorgues	NC	OUI	NC	NC
CH Montfavet	NC	OUI à partir du 01/10/2026	OUI à partir du 20/04/2026	OUI à partir du 20/04/2026
CH Orange	NC	NC	NC	NC
CH Sault	NC	NC	NC	NC
CH Vaison-la-Romaine	NC	OUI	NC	OUI
CH Valréas	NC	NC	NC	NC
EHPAD Bollène	NC	NC	NC	NC
EHPAD Saint-Saturnin-lès-Apt	NC	OUI	NC	NC

*OUI : L'établissement est concerné, dès la notification de l'accord-cadre.*

*NC (Non Concerné) : L'établissement n'est pas concerné par le lot au moment de la notification du marché.*

*Tous les établissements du GHT 84 cités à l'article 1.1 du CCAP sont susceptibles d'être intégrés en cours d'exécution de l'accord-cadre, par voie d'avenant.*



### 3.2 Durée et modalités de reconduction

Le marché public est conclu pour une période **du 1er mars 2026** (ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure) au **29 février 2028**.

Il est reconductible 2 fois, pour une période de 12 mois.

S'il est reconduit, la date de fin d'exécution est portée au **28 février 2030**.

La décision de reconduire le marché intervient de manière tacite, sans que le Centre Hospitalier d'Avignon n'ait à avertir le Titulaire.

Le Titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique.

En cas de décision de ne pas reconduire le marché, le Centre Hospitalier d'Avignon notifiera expressément cette décision au Titulaire au plus tard le **30 novembre** précédent la période de reconduction.

Le Titulaire ne pourra ni s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

En cas de notification avant le 1er Mars 2026, le Titulaire doit faire le nécessaire afin d'être en possession des matériels pour anticiper le bon démarrage des prestations dès la date de début d'exécution des prestations.

### 3.3 Forme du marché

Le présent marché public est un accord-cadre, au sens de l'article L2125-1-1° du Code de la Commande Publique.

### 3.4 Caractéristiques de l'accord-cadre

#### 3.4.1 Nombre de Titulaires

L'accord-cadre est mono-attributaire.

#### 3.4.2 Limites contractuelles (minimum et maximum)

L'accord-cadre est conclu avec seulement un maximum en valeur, conformément au 2° de l'article R2162-4 du Code de la Commande Publique.

Les prestations faisant l'objet de ce marché sont susceptibles, pour la durée totale d'exécution, de varier dans les limites suivantes :

N° Lot	Libellé du lot	Montant maximum
1	Déchets ménagers assimilés et déchets résiduels	2 170 000 € HT soit 2 604 000 € TTC
2	Biodéchets	530 000 € HT soit 636 000 € TTC

<b>3</b>	Déchets recyclables	614 400 € HT soit 737 280 € TTC
<b>4</b>	Déchets spéciaux dangereux	313 250 € HT soit 375 900 € TTC

Les quantités indiquées à l'annexe n° 1 au CCTP « Etat des besoins » sont estimatives et n'ont pas de valeur contractuelle.

### *3.4.3 Modalités d'exécution de l'accord-cadre (bon de commande et marché subséquent)*

L'accord-cadre est exécuté en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R2162-3, R2162-7 à R2162-10 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique.

#### *3.4.3.1 Identification des parties exécutées par marchés subséquent et par bons de commandes*

##### *a) Partie exécutée par bons de commandes :*

Les prestations listées dans les annexes financières à l'acte d'engagement « Bordereau de Prix Unitaires » sont exécutées par bon de commande.

##### *b) Partie exécutée par marché subséquent :*

Les prestations entrant dans le périmètre du lot et liées exclusivement au Titulaire du lot qui ne seraient pas listées dans les annexes financières à l'acte d'engagement « Bordereau de Prix Unitaires » peuvent être effectuées sur devis, via des « marchés subséquents ».

#### *3.4.3.2 Émission de bons de commande*

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au(x) Titulaire(s) de l'accord-cadre qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité. L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable du/de(s) Titulaire(s).

##### *Modalités d'émission des bons de commande :*

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par le moyen de bons de commande qui comportent :

- le nom et l'adresse du Titulaire,
- le numéro et la date du marché,
- le numéro et la date du bon de commande,
- la désignation des prestations,
- la quantité commandée,
- le lieu et la date (ou délai) de livraison / d'exécution des prestations,
- l'adresse de livraison,
- l'adresse de facturation,
- le montant total hors taxes de la commande,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant total TTC.

L'établissement émet son bon de commande selon les modalités qui lui sont propres.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide, après l'expiration du marché en application duquel il a été émis.

### 3.4.3.3 Conclusion de marchés subséquents

Les marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre. Ils ne peuvent entraîner des modifications substantielles des termes de l'accord-cadre.

#### c) Modalités de passation des marchés subséquents :

Le Centre Hospitalier d'Avignon est susceptible de conclure d'autres marchés subséquents liés à l'objet de l'accord-cadre.

Lors de la survenance d'un besoin entrant dans le périmètre de l'accord-cadre, le Centre Hospitalier d'Avignon sollicite par écrit le Titulaire via un marché subséquent décrivant les prestations attendues.

Dès lors qu'il est sollicité, le Titulaire est dans l'obligation de produire une offre dans le délai imparti qui ne peut être supérieur à 10 jours ouvrés maximum.

Lors de chaque marché subséquent, le Titulaire peut être amené à compléter un nouveau cadre et l'accompagner des éventuelles annexes demandées.

#### d) Modalités de conclusion des marchés subséquents :

Les marchés subséquents ultérieurs sont conclus de la manière suivante : ils feront l'objet d'un devis, qui sera accepté et notifié par l'émission d'un bon de commande.

Les marchés subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre sont conclus pendant la durée de validité de l'accord-cadre et peuvent s'exécuter au-delà.

#### e) Forme et caractéristiques des marchés subséquents :

Les marchés subséquents prennent la forme d'un accord-cadre mono-attributaire, exécuté au moyen de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique ou d'un marché "ordinaire" ou "simple", au sens de l'article L1111-1 du Code de la Commande Publique.

Ils sont conclus pour la durée dans le marché.

## 3.5 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

## Article 4 Documents contractuels

**Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG** applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services, les documents contractuels dont seuls les exemplaires originaux conservés dans les archives du Centre Hospitalier d'Avignon font foi, sont les suivants par ordre de priorité décroissante :

1. l'Acte d'Engagement et ses annexes :
  - annexe « Liste des comptables assignataires du GHT 84 »
  - annexe financière « Bordereau de Prix Unitaires » (BPU) par lot ;
2. le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe « Modalités d'envoi des factures pour les établissements du GHT 84 » ;
3. le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
  - annexe n° 1 « Etat des besoins »
  - annexe n° 2 « Localisation des points de collecte » ;
4. les annexes techniques :
  - annexe n° 1 « Cadre de réponse - Mémoire technique »

- annexe n° 2 « Cadre de réponse - Devenir des déchets » ;
- 5. le protocole de sécurité relatif aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure ;
- 6. le cas échéant, les pièces du marché subséquent ;
- 7. l'offre établie par le Titulaire ;
- 8. le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021).

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation des pièces particulières au présent marché. Les dispositions contenues dans ces pièces particulières apportent des précisions, complètent et parfois dérogent au CCAG.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces contractuelles citées ci-dessus est réputée non écrite. Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

## **Article 5 Délais d'exécution**

Hormis le cas de force majeure, le Titulaire exécute les prestations prévues au marché, quelles que soient les circonstances, selon les mêmes prescriptions réglementaires et les mêmes modalités de traitement.

Il assure la continuité du service selon les plannings définis ; il doit le cas échéant, disposer d'une structure lui permettant de pallier tout type d'inconvénient susceptible de perturber le bon déroulement des prestations, ceci sans générer ni surcoût, ni gêne pour l'établissement.

Les modalités prévues en cas de défaillance dans la réalisation des prestations sont détaillées à l'Article 14 du présent CCAP.

Au-delà des délais définis ci-après, des pénalités de retard telles que définies à l'article 15.1 du présent CCAP peuvent être appliquées.

### **5.1 Collectes récurrentes / planifiées**

Les collectes doivent respecter les jours et horaires indiqués à l'annexe n° 1 au CCTP « Etat des besoins ».

En ce qui concerne le lot n° 4, les collectes doivent respecter le planning établi en début d'année par le pôle Biologie et par l'UPC (pharmacie).

Des tolérances peuvent être accordées au cas par cas, après validation du référent de l'établissement.

Les horaires et fréquences de collecte peuvent être modifiés à la demande du Centre hospitalier temporairement ou définitivement sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

### **5.2 Collectes ponctuelles / à la demande**

Les enlèvements ponctuels s'effectuent à la demande.

Les fréquences d'enlèvement dépendent de la production des déchets. En tout état de cause, les enlèvements et remplacements se font dans un délai 24 heures (samedi, dimanche et jours fériés non compris) suivant la réception de la demande.

Délai de mise à disposition de bennes supplémentaires : un même délai de 24 heures doit être respecté à compter la réception de la demande.

## **Article 6 Conditions d'exécution des prestations**

### **6.1 Emballage**

Sans objet.

### **6.2 Transport**

Conformément à l'article 20.3 CCAG, le transport s'effectue, sous la responsabilité du Titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

En cas de problèmes dans les circuits de distribution normaux (ex. grève des transporteurs, intempéries...), le Titulaire du marché assume tous les frais afférents à la bonne conservation et au bon acheminement des produits dans les meilleurs délais.

Conformément à l'article 21.1 du CCAG, le Titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'Acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe.

Le Titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison.

Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

### **6.3 Exigences logistiques de livraison**

Les exigences logistiques connues à la notification de l'accord-cadre sont détaillées au CCTP et ses annexes.

**Par dérogation à l'article 21.4 du CCAG**, le Titulaire ayant été invité à prendre connaissance, préalablement à son offre, des particularités de tous les lieux de collecte, les frais supplémentaires dus à ces contraintes ne donnent lieu à aucune rémunération supplémentaire.

En cas d'intégration d'un nouvel établissement du GHT 84 par avenant, le Titulaire pourra visiter le site.

### **6.4 Documents à fournir**

Le Titulaire s'engage à fournir toute la documentation rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

La prestation doit être exécutée dans les conditions suivantes :

- Fournir les bordereaux de suivi des déchets après chaque collecte : par voie dématérialisée, soit sur un site dédié, soit par mail
- Fournir le rapport d'intervention après chaque intervention technique sur les bennes, compacteurs et matériels associés

A compter de la date de début d'exécution, et ce de façon trimestrielle, le Titulaire doit transmettre, par voie électronique, au Centre Hospitalier d'Avignon un relevé par établissement respectant le formalisme suivant :

- 1 ligne par facture ;
- 1 colonne pour chacune des données suivantes :
  - N° du marché

- Date de la facture
- Montant de la facture HT
- Montant de la facture TTC

Ces statistiques doivent être :

- présentées sous la forme de fichiers informatiques établis sur un logiciel tableur (type EXCEL).
- envoyées à l'adresse suivante : [achats-ght84@ch-avignon.fr](mailto:achats-ght84@ch-avignon.fr) dans un délai de 21 jours calendaires au plus tard, par période de 12 mois à compter de la date de début d'exécution du marché public.

## 6.5 Développement durable

Le marché comporte les clauses sociales et environnementales telles que décrites par le Titulaire dans l'annexe technique n° 1 « Cadre de réponse - Mémoire technique ».

## Article 7 Opérations de vérifications - décisions après vérifications

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché, dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG.

### 7.1 Vérifications quantitatives

Si la quantité n'est pas conforme au marché ou à la commande, le représentant de l'établissement partie peut décider d'accepter la prestation en l'état ou demander au Titulaire de la compléter dans les délais qu'il prescrira.

### 7.2 Vérifications qualitatives

Cette opération consiste à vérifier la conformité de la prestation avec les spécifications du marché ou de la commande.

### 7.3 Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG par l'établissement.

## Article 8 Garantie

Par dérogation à l'article 33 du CCAG, la prestation ne fait pas l'objet de garantie.

## Article 9 Prix

### 9.1 Contenu des prix

Il est fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

Le prix à payer est celui en vigueur au jour de la commande, **par dérogation à l'article 10.2.1 du CCAG**.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix ne peuvent comporter de suppléments se rapportant à des frais de dossiers, de facturation ou à **des minimums de commande (le Titulaire s'engage à livrer la quantité demandée, quelle qu'elle soit).**

Le marché est traité à **prix unitaires**, qui figurent annexes financières à l'acte d'engagement.

Les prix unitaires des bordereaux de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées dans le cadre des prestations de l'accord-cadre exécutées par bon de commande.

## 9.2 Modalités de variation des prix

### 9.2.1 Prix unitaires

Les prix initiaux sont fermes jusqu'au **28 février 2027**.

Les prix de la prestation sont révisés le 1er mars de chaque année suivante du marché en tenant compte de l'évolution des indices de prix selon la formule suivante :

$$P(n) = P(o) \times (0,45 \times ICMO3 / ICMO3o + 0,19 \times GO / GOo + 0,18 \times VU / VUo + 0,18 ICP / ICPo)$$

dans laquelle :

- P(n) : prix révisé de la prestation
- P(o) : prix initial de la prestation à la date de remise de l'offre finale par le Titulaire, réputé établi à la date de signature de l'acte d'engagement par le Titulaire
- ICMO3 : coût de la main d'œuvre dans la collecte des ordures ménagères publié deux mois avant la date de révision
- ICMO30 : coût de la main d'œuvre dans la collecte des ordures ménagères publié à la date de remise des offres
- GO (1870) : gazole publié deux mois avant la date de révision
- GOo (1870) : gazole publié à la date de remise des offres
- VU (10535350) : véhicule utilitaire publié deux mois avant la date de révision
- VUo (10535350) : véhicule utilitaire publié à la date de remise des offres
- ICP : indice des prix à la consommation publié deux mois avant la date de révision
- ICPo : indice des prix à la consommation publiée à la date de remise des offres

**Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG**, pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut);
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

### 9.2.2 Rachat des matières valorisables

Le Titulaire indique dans le bordereau de prix les valeurs de rachats des matières valorisables, selon le Code rachat qu'il propose. Les fluctuations sont détaillées à chaque facturation sur justificatif (exemple : extrait de publication Usine Nouvelle).

## **Article 10 Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au Titulaire dans les conditions prévues au CCAG, sous réserve des dispositions du Code de la Commande Publique.

Le paiement des prestations récurrentes intervient mensuellement à terme échu.

Le paiement des prestations ponctuelles intervient au service fait.

## **Article 11 Paiement - établissement de la facture**

### **11.1 Mode de règlement**

Conformément à l'article R2192-11 1° du Code de la Commande Publique, le délai global de paiement ne peut excéder 50 jours.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

### **11.2 Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au Titulaire et à ses co-traitants / sous-traitants éventuels.

### **11.3 Présentation et transmission des factures**

**Les factures sont à transmettre par voie dématérialisée au moyen de la solution « Chorus Pro ».**

Outre les mentions légales et en complément des éléments listés à l'article 11.3. du CCAG, les factures doivent comporter les mentions obligatoires suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- le numéro unique de la facture ;
- la désignation de l'émetteur de la facture : nom, n° Siret et adresse ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la date d'admission des prestations ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations admises ;
- le prix unitaire hors taxes des prestations admises ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire, éventuellement actualisé ou révisé ;
- le montant total hors taxes des prestations admises éventuellement actualisé ou révisé ;
- le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le numéro de SIRET, qui identifie l'établissement en tant que destinataire des factures (cf. annexe au CCAP).

Une facture transmise à tort sous format papier ou par courriel sera rejetée par le service chargé de la réception et du traitement des factures.

Le délai de paiement ne court qu'à compter de leur réception par la solution Chorus Pro et non à compter de la réception sous format papier ou par une solution de dématérialisation autre que la solution Chorus Pro.



Les coordonnées indiquées sur le Relevé d'Identité Bancaire (RIB) joint à l'acte d'engagement sont celles qui seront utilisées pour le règlement des factures.

Tout autre RIB joint à une facture ne peut être pris en considération que dans le cas où le Titulaire du marché a effectué une demande écrite de changement.

#### **11.4 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans le délai prévu à l'article R2192-11 1° du Code de la Commande Publique donne droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, sans qu'il ait à le demander.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la Commande Publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **Article 12 Avance**

#### **12.1 Montant de l'avance**

Sauf renonciation expresse du Titulaire portée à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué pour chaque bon de commande supérieur à 50 000,00 € hors taxes et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'**option B** du CCAG (article B.11.1) prévoyant l'application du taux minimum de l'article R2191-7 du code de la commande publique est retenue.

Le taux de l'avance est fixé à **5%** dans le présent marché.

Le montant de l'avance est déterminé tel que suit : 5 % du montant TTC du bon de commande \*.

*\* Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct, conformément à l'article R2191-6 du code de la commande publique.*

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification du bon de commande.

Le montant de l'avance versée au Titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

#### **12.2 Remboursement de l'avance**

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-17 à R2191-18 du Code de la Commande Publique.

Quand l'exécution des prestations atteint 65 % du montant TTC du marché, le remboursement s'impute sur les sommes dues au Titulaire.

Quand l'exécution des prestations atteint 80 % du montant TTC du bon de commande, le remboursement doit être terminé.

### **Article 13 Obligations du Titulaire**

#### **13.1 Respect des obligations en matière de travail**

Le Titulaire se doit de respecter les obligations en matière de travail non dissimulé et de travail des salariés étrangers citées ci-après :

- Non dissimulation d'activité : article L.8221-3 du code du travail
- Non dissimulation d'emploi salarié : articles L.8221-5 du code du travail, L.1221-10 (déclaration

- préalable d'embauche des salariés) et L.3243-2 (obligation de délivrance d'un bulletin de paie)
- Pour le cocontractant établi en France : article D.8222-5 du code du travail
- Pour le cocontractant établi à l'étranger : article D.8222-7 du code du travail
- Emploi d'étrangers non autorisés à travailler : articles L.8251-1, D.8254-2 et D.8254-4 du code du travail

A cet effet, le Titulaire doit remettre périodiquement les documents suivants :

- Attestation(s) fiscale(s)
- Attestation(s) sociale(s) (type URSSAF ...)
- En cas de recours à des travailleurs étrangers, liste nominative des salariés étrangers

Le Titulaire est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

### **13.2 Assurance**

Le Titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et / ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le Titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le Titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le Centre Hospitalier d'Avignon en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

### **13.3 Informations techniques et conseils**

Le Titulaire s'engage à assurer l'information technique nécessaire auprès des utilisateurs :

- en début d'exécution du marché ;
- régulièrement en cours d'exécution du marché à la demande de l'établissement.

Le Titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels et prestations fournies à l'Acheteur.

Dans ce cadre, le Titulaire communique notamment toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système maintenu et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du marché.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

### **13.4 Discretion, confidentialité et protection des données à caractère personnel**

L'article 5 du CCAG s'applique.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre toute les mesures au titre du règlement général sur la protection des données (2016/679 du 27 avril 2016) RGPD.

Le Titulaire est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du marché.

Le Titulaire s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du marché
2. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché
3. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché (co-traitants / sous-traitants) :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité

- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

Tout manquement est susceptible d'entraîner la résiliation du marché, sans indemnité.

## **Article 14 Exécution par défaut**

### **14.1 Défaillance ponctuelle du Titulaire**

Dans l'hypothèse où le Titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, plusieurs possibilités existent.

#### *14.1.1 Proposition d'un produit / d'une prestation de substitution par le Titulaire*

Le remplacement momentané d'un produit / d'une prestation peut être pratiqué qu'après accord de l'établissement, dans les conditions prévues à l'article 4 du CCAP.

Si aucun produit / aucune prestation de substitution ne peut convenir, le Centre Hospitalier d'Avignon est susceptible de résilier le lot concerné.

#### *14.1.2 Exécution de la prestation par un tiers aux frais et risques du Titulaire*

Il peut être fait application de l'article 45 du CCAG qui prévoit de faire procéder par un tiers à l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire.

Dans ce cas, l'établissement se réserve le droit de passer commande auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût au Titulaire défaillant.

**Par dérogation à cet article du CCAG**, l'établissement se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire à trois reprises, sans résiliation du présent marché. Au-delà, le Centre Hospitalier d'Avignon peut résilier le marché en application de l'article 45 du CCAG.

### **14.2 Défaillance définitive**

Dans le cas de l'arrêt définitif d'une prestation du marché, le Titulaire propose au Centre Hospitalier d'Avignon une prestation de remplacement dans les conditions prévues à l'article 4 du CCAP.

Si aucun produit / aucune prestation de substitution ne peut convenir, le Centre Hospitalier d'Avignon est susceptible de résilier le lot concerné.

## **Article 15 Pénalités**

Les pénalités dues par le Titulaire, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration des délais contractuels tels que fixés à l'Article 5 du présent CCAP, les prestations du Titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences du marché, quelle qu'en soit l'origine ou la nature.

**Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG**, le Titulaire est redevable des pénalités quel qu'en soit le montant.

Les pénalités sont cumulatives entre elles.

### **15.1 Pénalités de retard**

En cas de retard du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'établissement se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités, après avoir invité celui-ci à présenter ses observations.

**Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG**, les pénalités sont les suivantes :

En application de l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total HT du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

<b>Manquement constaté</b>	<b>Pénalité (TVA non applicable)</b>
Non-respect des fréquences et délais d'enlèvement des compacteurs et bennes	200 € / passage non effectué + 300 € / jour de retard après un dépassement de 24 heures
Non-respect des fréquences et délais d'enlèvement des bacs roulants ou caisse-palette	50€ / bac non collecté / jour de retard
Non-respect du planning d'exécution (lot 4)	200 € / passage non effectué 100 € / jour de retard
Non-respect de l'obligation de prévenir 48h à l'avance de la collecte (lot 4)	100 € / par constat
Retard pour les prestations ponctuelles	100 € au-delà de 2 jours de retard
Absence de remplacement ou de réparations des contenants en location suite aux contrôles obligatoires trimestriels ou à la demande des établissements	100 € / jour de retard après les 5 jours ouvrés
Maintenance : dysfonctionnement, de pannes répétitives ou de détérioration, en l'absence de remplacement ou de réparations des contenants en location	100 € / heure de retard après 24h suivant la déclaration au Titulaire
Détérioration des locaux lors de la collecte	100 € / par constat
Absence de communication des tickets de pesées	100 € / jour de retard par constat
Absence de communication du tableau récapitulatif trimestriel et annuel (cf CCTP)	100 € / jour de retard

## **15.2 Pénalités pour indisponibilité dans les marchés de maintenance**

Sans objet

## **Article 16 Modifications en cours d'exécution du marché et marché de prestations similaires**

En application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, le marché comporte des modifications « clauses de réexamen ».

### **16.1 Intégration d'un nouvel établissement**

En plus des établissements prévus à l'article 3.1 du présent CCAP, tous les autres établissements du GHT 84, de même que les éventuels établissements intégrant nouvellement le GHT 84, sont susceptibles d'intégrer l'accord-cadre en cours d'exécution.

A cet effet, un avenant sera être proposé pour intégrer l'établissement en question.

### **16.2 Modification de la nature des déchets collectés et traités**

Les déchets collectés et traités correspondent aux définitions indiquées à l'annexe n° 1 au CCTP « Etat des besoins » de chaque lot.

Cette énumération n'est pas limitative et des matières non dénommées peuvent être assimilées aux catégories de chacun des lots, dans le respect de la réglementation liée à ces déchets, et en accord avec le Titulaire. Dans cette hypothèse, la modification prend la forme d'un avenant qui doit respecter les conditions suivantes : les prix de location de bennes ou de bacs, ainsi que le prix d'enlèvement ne peuvent excéder les prix indiqués dans l'annexe financière l'acte d'engagement « BPU ».

Dans le cadre de l'évolution du tri des déchets de l'établissement, le Titulaire a l'obligation d'adapter sa prestation au nouveau schéma de traitement, à une date convenue entre les deux parties.

### **16.3 Changement de Titulaire**

En vertu de ce même article R2194-1, le marché peut faire l'objet d'une modification du Titulaire au motif d'une cession d'activité, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau Titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées lors de la procédure de passation du marché public initial.

Dans cette hypothèse ainsi qu'en cas de cession à la suite d'une opération de restructuration du Titulaire initial (article R2194-6 2°), celui-ci s'engage à informer le Centre Hospitalier d'Avignon de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- son adresse bancaire...

et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le Centre Hospitalier d'Avignon ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

La cession ne saurait être assortie d'une remise en cause par le nouveau Titulaire des éléments essentiels du marché, tels que la durée, la nature des prestations et leur prix.

Ce type de modification prendra la forme d'un avenant signé des parties.

## 16.4 Modification de prestations

En application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, le marché prévoit le recours aux modifications suivantes :

		1. Défaillance ponctuelle	2. Défaillance définitive	3. Ajout de produit / prestation
Type de modification :		Substitution de produit / prestation		Complément de « gamme »
Initiative de la modification :		Titulaire du marché		Titulaire du marché ou Etablissement
Modalités de présentation de la modification :		Présentation par le Titulaire d'une offre de prix et d'un dossier technique 15 jours ouvrés avant la prise d'effet *	Présentation par le Titulaire d'une offre de prix et d'un dossier technique 1 mois avant la prise d'effet *	Demande par l'Etablissement d'une offre de prix et d'un dossier technique 7 jours avant la prise d'effet
Conditions de recours à la modification *	Respect de l'objet du marché :	Les nouveaux produits / prestations, doivent satisfaire aux exigences techniques et fonctionnelles initiales du marché La modification proposée doit être techniquement équivalente ou supérieure aux prestations initialement prévues.		
	Respect de l'économie générale du marché :	Les prix des nouveaux produits / prestations doivent être équivalents aux prix initiaux ou révisés du marché. Les nouveaux produits ne doivent pas entraîner de surconsommation.		
	Durée de la modification :	Pas plus de 3 mois	Pendant toute la durée du marché à compter de la prise d'effet	
Modalités d'acceptation de la modification :		Accord exprès de l'Etablissement par la signature de l'offre de prix (par dérogation à l'article 23.3 du CCAG)	Accord exprès du Centre Hospitalier d'Avignon par la signature de l'offre de prix (par dérogation à l'article 23.3 du CCAG)	

\* En cas de non-respect des modalités de présentation de la modification et de ses conditions de recours :

- l'Etablissement se réserve le droit de faire exécuter la prestation aux frais et risques du Titulaire sans résiliation du marché (par dérogation à l'article 45 du CCAG)
- le CH d'Avignon se réserve le droit de résilier le marché et de faire exécuter la prestation aux frais et risques du Titulaire en application l'article 45 du CCAG, en cas de défaillances répétées ou de défaillance définitive

## 16.5 Evolution de la réglementation

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour de sa notification.

Le Centre Hospitalier d'Avignon peut négocier de bonne foi une modification de type avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation dans le respect des dispositions du Code de la Commande Publique.

## 16.6 Marché de prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés de prestations similaires peuvent être conclus ultérieurement avec le Titulaire.

L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent marché. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

# Article 17 Résiliation

## 17.1 Motifs de résiliation

### 17.1.1 Résiliation à l'initiative du Centre Hospitalier d'Avignon

Le Centre Hospitalier d'Avignon peut mettre fin à l'exécution du marché à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG.

La résiliation est prononcée aux torts du Titulaire :

- dans les conditions prévues à l'article 41 CCAG (résiliation pour faute du Titulaire),
- en cas de refus de produire les pièces indiquées à l'article 13.1 du présent CCAP,
- en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles L2141-1 à 2141-6 du Code de la Commande Publique.

Le marché peut également être résilié dans les cas et formes prévus aux Article 14 (exécution par défaut), 1.4 (sous-traitance occulte) et 13.4 (RGPD) du présent CCAP.

### 17.1.2 Résiliation demandée par le Titulaire

En dehors des cas prévus au CCAG, et **par dérogation à l'article 40.1 du CCAG**, si le Titulaire souhaite que le marché soit résilié, il doit en faire la demande par lettre recommandée avec avis de réception au Centre Hospitalier d'Avignon, en indiquant les motifs de sa requête.

Le Centre Hospitalier d'Avignon dispose de 4 mois à compter de la date de réception de cette demande pour se prononcer sur la résiliation.

Si les motifs lui apparaissent justifiés, une résiliation amiable peut être prononcée.

Dans le cas contraire, le Centre Hospitalier d'Avignon est susceptible de prononcer la résiliation du marché pour faute du Titulaire, assortie d'une indemnité de résiliation correspondant aux 4 derniers mois facturés par le Titulaire.

## **17.2 Indemnité de résiliation**

La résiliation prononcée dans les cas indiqués à l'article précédent, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués à l'article 38 du CCAG, n'ouvrent pas droit à indemnité.

En application de l'article 42 du CCAG, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation obtenue en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage de 2%.

Dans les autres cas, le Titulaire du marché doit présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

## **Article 18 Événement imprévisible survenu en cours d'exécution**

### **18.1 Obligation d'information**

En cas d'événement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le Titulaire doit informer le Centre Hospitalier d'Avignon dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

Le Titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'événement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

### **18.2 Modalité de poursuite du marché**

Le Titulaire et le Centre Hospitalier d'Avignon peuvent convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution du marché strictement nécessaires pour faire face à l'événement imprévisible.

### **18.3 Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché**

Le Titulaire du marché peut formuler une demande d'indemnisation s'il produit des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché du fait de la poursuite d'exécution des prestations dans les conditions de l'offre initiale.

A ce titre, il doit notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'événement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'événement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte à l'établissement.

Le Centre Hospitalier d'Avignon doit analyser le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

Le cas échéant, l'indemnisation peut prendre la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié, et en tout état de cause sans que la période de modification des prix ne puisse excéder 3 mois.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause, et même en cas d'événement relevant de la force majeure :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le Centre Hospitalier d'Avignon,
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner l'établissement au motif que les prix n'ont pas été modifiés.



## **Article 19 Dispositions applicables en cas de Titulaire étranger**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) reste inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## **Article 20 Attribution de compétence**

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Nîmes.

## **Article 21 Dérogations aux documents généraux**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 4.1 du CCAG par l'Article 4 du CCAP
- Dérogation à l'article 21.4 du CCAG par l'Article 6.3 du CCAP
- Dérogation à l'article 33 du CCAG par l'Article 8 du CCAP
- Dérogation à l'article 10.2.1 du CCAG par l'Article 9.1 du CCAP
- Dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG par l'Article 9.2.1 du CCAP
- Dérogation à l'article 45 du CCAG par l'Article 14.1.2 du CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG par l'Article 15 du CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG par l'Article 15.1 du CCAP
- Dérogation aux articles 23.3 et 45 du CCAG par l'Article 16.4 du CCAP
- Dérogation à l'article 40.1 du CCAG par l'Article 17.1.2 du CCAP